

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| RENTÉE AUTOMNE 2006..... | 2 |
| LE DEVOIR : Première hausse significative du nombre de cégepiens depuis dix ans – Le réseau collégial souffre toutefois d’anémie financière – Édition du jeudi 24 août 2006..... | 2 |
| LA PRESSE : Hausse marquée du nombre de cégepiens - Le jeudi 24 août 2006..... | 2 |
| LE SOLEIL : Des cégeps à repenser – Jeudi 24 août 2006..... | 3 |
| LE SOLEIL : Brève : Première vraie hausse des inscriptions en 10 ans – Jeudi 24 août 2006..... | 4 |
| LE SOLEIL : Pénurie d’étudiants au professionnel – Jeudi 24 août 2006..... | 4 |
| THE GAZETTE: Editorial: Quebec must pay for CEGEPs - Thursday, August 24, 2006..... | 4 |
| THE GAZETTE: CEGEPs push for debate on funding – Enrolment expected to rise 2% – Although \$80 million coming from Quebec, system still needs \$225 million: federation – Thursday, August 24, 2006..... | 5 |
| RADIO-CANADA / QUÉBEC : Prêts et bourses : L'étalement des versements donnerait de bons résultats - Mise à jour le jeudi 24 août 2006 à 15 h 47..... | 5 |
| RADIO- CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Saint-Félicien : La transformation des produits forestiers boudée par les étudiants - Mise à jour le mercredi 23 août 2006 à 11 h 28..... | 5 |
| RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Rivière-du-Loup : Légère hausse de la clientèle - Mise à jour le mercredi 23 août 2006 à 14 h 44..... | 6 |
| RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Sept-Îles : Une stratégie axée sur l'industrie - Mise à jour le mardi 22 août 2006 à 15 h 56..... | 6 |
| LE SOLEIL : Rentrée au Cégep : Les prêts et bourses non indexées – Mardi 22 août 2006..... | 6 |
| MÉTRO : 60 secondes à Christian Bélair, président de la FEUQ – Mardi 22 août 2006..... | 7 |
| LE SOLEIL : La rentrée dans les cégeps sera politique – Vendredi 18 août 2006..... | 7 |
| LE SOLEIL : Cégeps : Québec veut assouplir les exigences d'entrée – Vendredi 18 août 2006..... | 7 |
| REINVESTISSEMENT EN ÉDUCATION + RENTÉE..... | 7 |
| LE SOLEIL : Éditorial : Investissement insuffisant, par Brigitte Breton – Lundi 21 août 2006..... | 8 |
| JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants ont Charest à l’œil – Lundi 21 août 2006..... | 9 |
| LE DEVOIR : Charest demande l'aide du milieu de l'éducation pour réclamer de l'argent d'Ottawa - Édition du jeudi 17 août 2006 | 9 |
| LE SOLEIL : Haro sur Ottawa ! – Le monde de l'éducation réclame d'Ottawa une hausse des transferts pour le secteur postsecondaire – Jeudi 17 août 2006..... | 10 |
| THE GAZETTE : Charest schools agree on funding : Education minister eyes \$1-million [billion?] federal boost – Thursday, August 17, 2006..... | 10 |
| MÉTRO : Éducation postsecondaire : Un front se forme pour l'Argent d'Ottawa – Jeudi 17 août 2006..... | 11 |
| 24 HEURES : Éducation postsecondaire : Front commun face à Ottawa – Jeudi 17 août 21006..... | 11 |
| 24 HEURES : La Chambre de commerce veut plus d'argent pour l'éducation – jeudi 10 août 2006..... | 12 |
| Colin Powell à Montréal..... | 13 |
| LE DEVOIR : EN bref : Manifestation à Montréal contre Colin Powell – Mercredi 16 août 2006..... | 13 |
| LA PRESSE : Accueil hostile pour Powell à Montréal - Le mercredi 16 août 2006..... | 13 |
| JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal : Accueil bruyant pour Powell – Mercredi 16 août 2006..... | 13 |
| THE GAZETTE : Powell praises Harper.s Mideast stance : Speaks at Jewish national fund dinner : Protesters stake out Queen Elizabeth Hotel – Wednesday, August 16, 2006..... | 14 |
| Cégep : Forum : note de passage « automatique » ?..... | 15 |
| LA PRESSE – LE SOLEIL : Forum : Quand 57 = 60%... : Avis aux nouveau élèves de cégep : n’angoissez pas, vous allez passer vos cours de toute manière, par Dominic Desroches, professeur dans le réseau collégial - Le jeudi 17 août 2006 | 15 |
| LA PRESSE : La boîte aux lettres : Quand 57 = 60 % ... Vraiment / Une pratique plus rigoureuse / Visez donc le 100 % ! / Désolant et inquiétant / Vous exagérez un peu – Le Vendredi 18 août 2006..... | 16 |
| LE SOLEIL : VOS RÉPONSES : Les cégeps accordent-ils des diplômes à rabais ? : Généralisation, quand tu nous tiens... / Du cas par cas – Lundi 21 août 2006..... | 17 |
| Vie étudiante : Le crédit – Travail des étudiants étrangers..... | 17 |
| LA PRESSE : TRAVAIL HORS CAMPUS : Les étudiants étrangers ont rapidement leur permis - Le mardi 22 août 2006..... | 17 |
| LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Code rouge – Lundi 21 août 2006..... | 18 |
| LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Simulateur de budget étudiant en ligne – Lundi 21 août 2006 | 18 |
| LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Vivre avec 12000\$ par année – Lundi 21 août 2006..... | 18 |
| LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Une tendance à la surconsommation – Lundi 21 août 2006 | 19 |
| LA PRESSE : Du travail pour les étudiants étrangers - Le mercredi 16 août 2006..... | 20 |

RENTÉE AUTOMNE 2006

LE DEVOIR : Première hausse significative du nombre de cégépiens depuis dix ans – Le réseau collégial souffre toutefois d’anémie financière – Édition du jeudi 24 août 2006



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les cégeps ont beau accueillir plus d'étudiants, ils n'en ont pas moins des problèmes financiers.

Première hausse significative du nombre de cégépiens depuis dix ans

Le réseau collégial souffre toutefois d'anémie financière

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Dans un contexte financier «inacceptable» où les collèges plongent eux aussi dans les déficits, le réseau collégial connaît cette année une augmentation de clientèle de 2 % à travers le Québec.

Envers et contre les sombres pronostics à saveur démographique, les cégeps accueillent cette année 152 500 étudiants, une augmentation de 1,9 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse «prévisible et inégalement répartie sur le territoire» s'explique notamment par l'entrée d'étudiants étrangers, l'étalement urbain, la fréquentation des autochtones et l'accès de plus en plus remarqué des étudiants handicapés au réseau collégial, comme l'a exposé cette semaine le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher.

«Il s'agit d'une hausse significative pour nous puisque nous n'en avons pas connu de semblable depuis dix ans au moins», a commenté M. Boucher, qui présentait les enjeux de la rentrée 2006-07 aux médias cette semaine.

Scrutée à la loupe, cette augmentation de 2 % n'a toutefois pas le même profil partout au Québec. Ainsi, si le territoire couvert par Laval-Laurentides-La-naudière connaît une hausse de clientèle de l'ordre de 6,6 %, dans Chaudière-Appalaches, la baisse est du même ordre.

Dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, plus de 70

nouveaux étudiants entrent au collège. Cette hausse s'explique principalement par l'arrivée d'un contingent d'étudiants directement venus de l'île de La Réunion pour étudier au cégep de Matane: 36 nouveaux cette année, 72 au total. Ils étudient notamment le multimédia, les soins infirmiers, la photo, le tourisme, l'informatique et la gestion.

Si les cégeps se targuent d'accueillir un plus fort contingent d'étudiants, ils continuent parallèlement de mener une campagne pour dénouer la crise financière qui les affecte. Cet été, après un sondage auquel 39 collèges ont répondu, la Fédération des cégeps a conclu qu'au moins 15 de ses 48 établissements étaient en déficit et avaient dû s'abreuer à des surplus pour retrouver l'équilibre. Quatre autres n'ont pas réussi cette opération et se retrouvent en déficit illégal, les cégeps étant tenus par la loi à une situation financière équilibrée.

«C'est une situation intenable, inacceptable», explique Gaëtan Boucher, qui plaide depuis belle lurette pour une plus grande autonomie des collèges, qui passeraient notamment par une plus grande souplesse financière. «La subvention régulière du ministère ne couvre carrément pas le coût réel par étudiant», fait valoir le président de la fédération, qui estime à 13 millions de dollars le déficit à l'enseignement régulier collégial.

«La dépendance financière extrême» des cégeps envers le financement de l'État — 86 % de leur budget

total — doit être revue, souhaite la Fédération des cégeps, qui rappelle les conclusions du rapport Gervais sur le financement de l'éducation et la nécessité de soutenir financièrement les réseaux de l'éducation en explorant de nouvelles formes. Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, avait promis un débat public sur ce délicat dossier, mais depuis, l'examen des questions financières a été transféré à des experts qui doivent proposer leurs conclusions avant que toute audience ne soit annoncée.

Les millions récemment promis par le gouvernement libéral «viennent soulager une portion du problème mais ne le règlent pas», a répété M. Boucher, dont le réseau recevra 80 millions de dollars, dont 20 millions demeureront récurrents. «On est loin des 245 millions nécessaires pour remettre le réseau sur les rails», plaide le président, qui souhaite que la lutte contre les transferts fédéraux en éducation post-secondaire permette de trouver le solde.

Les cégeps continuent de réclamer leur «juste part» de la manne attendue d'Ottawa, soit 40 % des sommes, ce qui correspond à leur poids relatif dans le réseau de l'éducation. Jusqu'à maintenant, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a plutôt fait valoir que l'argent serait versé en fonction des besoins exprimés.

Le Devoir

LA PRESSE : Hausse marquée du nombre de cégépiens - Le jeudi 24 août 2006

Marie Allard

Première hausse significative du nombre de cégépiens en 10 ans : ils sont 152500 cet automne, soit 2% de plus que l'an dernier. Environ 70 000 d'entre eux mettent les pieds dans un cégep pour la première fois.

Cette popularité s'explique par la démographie et par «l'effort important» consenti pour recruter de nouveaux élèves, a dit hier Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps. Il y a encore place à l'amélioration, puisqu'à peine 56% des jeunes titulaires d'un diplôme d'études secondaires s'inscrivent au cégep.

Les étrangers permettent également de remplir les classes. Le nombre d'élèves internationaux a quadruplé en cinq ans dans les cégeps, passant de 517 à 2181 entre 2000 et 2005. Chinois et Réunionnais sont particulièrement intéressés par nos programmes techniques et généraux.

Les filles sont toujours majoritaires, soit 58% des effectifs, une proportion stable. «Nous estimons que nous avons un déficit de 3000 gars, a indiqué M. Boucher. Ils n'obtiennent pas leur diplôme du secondaire ou l'obtiennent et décident d'aller sur le marché du travail.»

Chaque cégépien coûte 8822 aux collèges publics, alors que la subvention du ministère de l'Éducation n'est que de 8103. Différence: 719 par tête.

80 millions supplémentaires

Les revenus générés par la formation continue, les revenus de parking ou de cafétéria effacent une part du déficit. Malgré tout,

15 cégeps ont fait une prévision budgétaire déficitaire pour 2006-2007, de 200000 chacun en moyenne. Comme la loi leur interdit de faire un déficit -contrairement aux universités- ils devront puiser dans leurs réserves.

Heureusement, 80 millions supplémentaires seront versés par Québec au cours des trois prochaines années, mais cela ne suffit pas, a précisé M. Boucher. «On estime notre sous-financement à 245 millions par an, a-t-il dit. Tous nos efforts sont vraiment tournés vers Ottawa. C'est clair que les planètes ne peuvent pas être mieux alignées pour qu'il y ait règlement du déséquilibre fiscal.» Avis aux universités: les cégeps veulent 40% de la cagnotte qui viendra du fédéral.

Déçu du report du débat prévu dans la foulée du rapport Gervais, M. Boucher souhaite ouvrir la discussion sur des «sujets tabous» tels que le dégel des droits de scolarité et le financement des formations professionnelles et techniques par l'entreprise. Il veut également plus de souplesse pour le réseau des cégeps, ne serait-ce que pour offrir des cours le soir, le week-end ou en juillet et août.

Seule nouveauté: l'admission aux cégeps sera bientôt facilitée -notamment pour les personnes de 19 ans et plus qui ont une expérience du marché du travail- selon un document de consultation du ministère de l'Éducation. «Ça pourrait être le changement majeur», a dit M. Fournier. Il est à noter que la rentrée au collège de Valleyfield aura lieu le 28 août et non pas le 6 septembre, tel qu'indiqué lundi dans *La Presse*.

LE SOLEIL : Des cégeps à repenser – Jeudi 24 août 2006

Des cégeps à repenser

Daphnée Dion-Viens
ddviens@lesoleil.com

Les cégeps sont au neutre. La dernière réforme date de 1993 et les collèges québécois ne se sont pas adaptés aux nouvelles réalités, déplore le président de la Fédération des cégeps. À l'occasion de la rentrée collégiale, Gaëtan Boucher reprend son bâton de pèlerin pour revendiquer une refonte des collèges, dont le maître mot, *autonomie*, ne fait toutefois pas l'unanimité.

«Le fric, ce n'est pas tout», résume M. Boucher, en entrevue éditoriale au *Soleil*. La Fédération des cégeps s'est récemment réjouie des sommes annoncées par Québec pour l'éducation

postsecondaire — 80 millions \$ en trois ans pour les cégeps — et espère obtenir davantage d'Ottawa, par le rétablissement des transferts fédéraux.

Mais au-delà des cégeps à financer, il y a... des cégeps à repenser. Les collèges ont besoin de nouveaux habits, mieux ajustés aux besoins d'aujourd'hui, plaide M. Boucher.

«En 13 ans, le marché du travail a considérablement changé, nos entreprises doivent être plus compétitives et la situation des finances publiques n'est plus la même», dit-il.

AUTONOMIE

La clé passe par une plus grande autonomie des collèges, à la manière des universités. «La

réalité d'un cégep comme Dawson, à Montréal, où les étudiants se bousculent à la porte, n'est pas la même que celle du Cégep de Matane», rappelle-t-il.

Nul changement majeur en 13 ans, selon Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps

Les cégeps de demain devraient pouvoir compter sur des programmes distincts, selon les établissements. Sur une plus grande latitude en termes de conditions d'admission, de calendrier scolaire et de parcours de formation. Et sur des modèles de financement et de relations de travail qui varient selon les besoins de chacun.

En 2004, lors du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial, l'ancien ministre Pierre Reid avait ouvert la porte à des cégeps «à géométrie variable»,

repreuant ainsi la grande majorité des revendications de la Fédération.

LEVÉE DE BOUCLIER

Son discours avait suscité une levée de boucliers de la part des syndicats et des étudiants, qui y voyaient plutôt un système d'éducation à deux vitesses.

Quelques mois plus tard, la ré-

forme annoncée s'était finalement traduite par de timides changements. «Il ne s'est pas passé grand-chose», résume M. Boucher.

Le ministère de l'Éducation consulte présentement les acteurs du milieu collégial afin d'apporter de légères modifications au réseau, mais il s'agira aussi de changements «mineurs».

M. Boucher déplore le manque de courage politique du gouvernement actuel. «Gouverner, c'est décider.»

La recherche de consensus mène à une incapacité d'agir. «En vue des prochaines élections, le Parti libéral et le Parti québécois veulent faire de l'éducation une priorité. L'appel de la Fédération sera-t-il entendu ?

Première vraie hausse des inscriptions en 10 ans

Les étudiants sont légèrement plus nombreux dans les cégeps cette année. Quelque 152 500 étudiants sont inscrits dans l'un des 48 cégeps, soit 2 % de plus que l'an dernier.

Il s'agit de la première hausse significative en 10 ans, principalement attribuable aux courbes démographiques.

Par ailleurs, l'écart est toujours important entre les filles, qui représentent 58 % des étudiants, et les garçons, qui comptent pour 42 %.

Il y a 10 ans, les cégepiennes représentaient plutôt 54 % de la population étudiante contre 46 % pour leurs collègues masculins.

Le pourcentage d'écart est donc passé de 8 % en 1996 à 16 %.

Angèle Dion-Roux

Pénurie d'étudiants au professionnel

Ian Bussièrès
Collaboration spéciale

THETFORD MINES — Les 102 000 étudiants inscrits en formation professionnelle au Québec constituent un nombre insuffisant, un manque qui freinerait même l'économie du Québec, selon le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier.

« Il faudrait plusieurs milliers d'étudiants de plus pour répon-

dre à la demande de l'industrie », a dit le ministre hier, en marge de l'annonce d'une aide de 3,7 millions \$ pour compléter l'agrandissement et le réaménagement du Centre de formation professionnelle Le Tremplin de Thetford Mines.

PRODUCTIVITÉ

« Des entreprises pourraient augmenter leur productivité et faire augmenter le PIB du Québec

, mais ne peuvent le faire même si elles ont la machinerie et les clients potentiels car il leur manque la main-d'œuvre. J'en ai même vu refuser des contrats pour cette raison », a-t-il poursuivi, déplorant également le nombre trop élevé de jeunes qui quittent l'école sans diplôme.

Même après des années d'efforts de sensibilisation et malgré les emplois disponibles et bien rémunérés, l'engouement

pour la formation professionnelle tarde encore à se faire sentir, selon M. Fournier.

BOUT DU TUNNEL

« Il y a tout de même un peu de lumière au bout du tunnel car les Québécois commencent à considérer la formation professionnelle comme une option valable, alors qu'autrefois, des parents allaient même jusqu'à décourager leurs enfants de s'y

inscrire », enchaîne le ministre, qui poursuit la croisade de ses prédécesseurs pour ce secteur mal-aimé de l'éducation.

Québec a injecté 51 millions \$ cette année en formation professionnelle. À la Commission scolaire des Appalaches, 14 millions \$ ont été investis en 10 ans pour faire du Tremplin un centre qui réponde aux besoins de ses 350 étudiants répartis dans 13 programmes.

THE GAZETTE: Editorial: Quebec must pay for CEGEPs - Thursday, August 24, 2006

It should be cause for unmitigated rejoicing across the province that the number of students enrolled in Quebec's CEGEPs for the coming school year is up, for the first time in a decade.

The 152,500 students who will flock to the province's 48 CEGEPs represent an increase of nearly two per cent over last year's enrolment.

In part, says the Federation des cegeps, the increase is due to an improving participation rate - more of those leaving high school are entering CEGEP.

This is a truly encouraging sign.

In the age of the knowledge economy, in which Quebec has persistently under-performed, it was imperative to stem the woeful high school dropout rates and lagging percentage of post-secondary students.

Unfortunately, there is a downside to this good-news story: The rise in student numbers will further strain the resources of a CEGEP system already stretched to near-breaking by chronic underfunding.

On the eve of the new school year, the Federation des cegeps has issued a depressingly familiar litany of complaints, principal among them being that the system is starved of funding.

According to federation figures, it costs \$8,800 a year to teach a regular student, for which the system gets only \$8,100 from the provincial government, on which it is almost wholly dependent for funding.

The shortfall is perilously covered by funding for adult education and the earnings of CEGEPs' gyms, pools, and the like, but the money flowing into the schools this way has not been increasing.

The CEGEP system cannot help itself on the revenue side, because unlike universities, public CEGEPs can't charge tuition fees, and unlike public school boards, they don't have direct access to a tax base.

The upshot is that the CEGEPs are bereft of resources for pedagogical development and can muster scant capacity for what its funding masters

appear to consider frills - social services, such as psychological counselling for depression, integration of aboriginal students and accommodation for the handicapped.

The epitome of the colleges' frustration is that some of them are even having to dip into their education budgets to pay heating costs because of recent increases in energy prices. Is this any way to run a respectable school system?

The provincial government recently came through with \$80 million in new funding for CEGEPs, to be spread over the coming three years. But it was too little at a very late date, according to the federation, which pegs the system's real need at close to \$250 million.

In a recent meeting with Premier Jean Charest, the federation was told that further additional funding for CEGEPs depends on how much Quebec will be granted in post-secondary education funding by the federal government, as a result of talks currently under way. The Quebec college network was advised to make common cause with its counterparts in other provinces to pressure Ottawa for more money.

This is also an all-too-familiar refrain, another case of Quebec expecting the feds - i.e. taxpayers in the rest of the country - to pay for Cadillac services not available to the people of other provinces. It's true that Ottawa is well advised to invest in post-secondary education for the good of the country. But there are things that can be done in-province at no cost in public funds to alleviate the plight of the CEGEPs. But our government doesn't care to do them, or doesn't dare.

Quebec could readily ease its post-secondary education funding problem by raising university tuition fees, currently less than half the national average, or by allowing CEGEPs to charge tuition fees, as is the case with Ontario's community colleges.

But more talk of tuition-fee increases is enough to launch a student rebellion, and a succession of governments has been cowed into maintaining Quebec fees at ridiculous 1980s levels. In its effort to do the premier's bidding, the federation will likely have trouble gaining sympathy from other provinces whose CEGEP equivalents do charge fees.

The Charest government has indicated it is prepared to consider university tuition increases - but only after the next election. Parti Québécois leader Andre Boisclair talks about making education his priority, but has offered no solid proposals to deal with the CEGEPs' difficulties. The biggest problem for the CEGEPs is not tightfistedness in Ottawa, but rather the Quebec government's own lack of political courage, vision and enthusiasm for truly first-rate education.

THE GAZETTE: CEGEPs push for debate on funding – Enrolment expected to rise 2% – Although \$80 million coming from Quebec, system still needs \$225 million: federation – Thursday, August 24, 2006

CEGEPs push for debate on funding

ENROLMENT EXPECTED TO RISE 2%

Although \$80 million coming from Quebec, system still needs \$225 million: federation

BRENDA BRANSWELL
GAZETTE EDUCATION REPORTER

Quebec's federation of CEGEPs reiterated its desire yesterday for a debate on education funding and the need for more cash.

Can Quebec as a society still opt for free schooling until the end of college instruction, Gaë-

tan Boucher asked rhetorically in a meeting with The Gazette's editorial board.

"I think it's a question that deserves to be asked," said Boucher, head of the Fédération des cégeps.

In Europe, professional and technical training is mainly financed by businesses – the main

beneficiaries – through the tax system, he said.

"Is it an avenue we could look at?" Boucher mused.

He also noted that elsewhere in Canada students pay about \$1,700 for technical training at community colleges.

Boucher described Quebec's 48 CEGEPs as cash-strapped, forced at times to cut services and unable to launch new technical training programs.

This year, they spent \$14 million more on heating and hydro because of the energy crisis. "The government didn't finance that \$14 million," Boucher said.

Quebec recently announced \$80 million in new funding for the province's CEGEPs over the next three years. Boucher called it good news but said the underfunded CEGEP system still needs \$225 million. In the short term, they plan to push for more money from Ottawa.

Premier Jean Charest recently told him the planets have never been so well aligned for landing a hefty hike in federal transfer payments for post-secondary education, Boucher said.

But he suggested Charest wants Quebec's college and university rectors to get heavily involved in

the issue this fall so a settlement isn't seen strictly as an Ottawa-Quebec deal but rather as a problem that is important for the entire country to solve.

They may have their work cut out for them. Boucher said there seems to be much greater interest in the issue in Quebec than in the rest of the country.

Boucher said they want to discuss the matter with federal politicians. He also plans to meet again with the Association of Canadian Community Colleges.

In an interview, Gerry Brown, president of the ACCC, said the association has called on Ottawa

for years to restore transfer payments for post-secondary education to mid-1990s levels.

On a brighter note, Boucher said CEGEP enrolment is expected to rise nearly two per cent over last fall.

Among the English-language CEGEPs, Champlain College St. Lambert posted the highest increase in enrolment – 8.3 per cent – followed by Vanier College with a five-per-cent increase.

bbranswell@
thegazette.canwest.com
Quebec must pay for CEGEPs:
editorial. Page A18

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Prêts et bourses : L'étalement des versements donnerait de bons résultats - Mise à jour le jeudi 24 août 2006 à 15 h 47

Les responsables de l'aide financière des collèges et des universités notent une diminution des demandes de fonds dépannage et de secours de la part des étudiants.

Daniel Savoie et Francine Chénard, respectivement des cégeps de Limoilou et de Sainte-Foy, y voient le résultat du versement étalé des prêts et bourses. Mme Chénard croit que le versement mensuel permet aux étudiants de mieux budgéter.

Cependant, selon le porte-parole péquiste en matière d'éducation, Camil Bouchard, il ne faut pas se leurrer. Il souligne que l'un des meilleurs indicateurs que la situation de dégrade est l'endettement.

« On n'a jamais vu au Québec un pourcentage aussi important d'étudiants qui atteignent un niveau critique d'endettement », dit-il.

Le président de la Fédération étudiante collégiale, Étienne Hudon-Gagnon, ajoute que cet endettement conduit au décrochage. Il mentionne que les deux-tiers des étudiants qui abandonnent leurs études post secondaires le font pour des raisons financières.

Sept cégepiens sur dix travaillent pendant leurs études. Plusieurs travaux, dont ceux du professeur de cégep Jacques Roy le confirment. Cependant, le professeur refuse d'associer le phénomène à des raisons purement financières. Son enquête démontre que dans le travail, les étudiants recherchent surtout l'autonomie, la croissance personnelle et le confort.

RADIO- CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Saint-Félicien : La transformation des produits forestiers boudée par les étudiants - Mise à jour le mercredi 23 août 2006 à 11 h 28

Faute d'inscriptions, le cégep de Saint-Félicien est forcé de suspendre les admissions en technologie de la transformation des produits forestiers.

Ce diplôme d'études collégiales est destiné à former des travailleurs spécialisés dans les entreprises de deuxième et de troisième transformation du bois.

Pour l'automne, seulement deux étudiants se sont inscrits, ce qui oblige l'institution à suspendre la première année de formation.

La direction du cégep associe cette défection à la morosité qui sévit dans l'industrie du bois.

RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Rivière-du-Loup : Légère hausse de la clientèle - Mise à jour le mercredi 23 août 2006 à 14 h 44

L'augmentation de clientèle au cégep de Rivière-du-Loup est minime. Le directeur général, André Morin, considère que cette hausse est la bienvenue puisqu'elle va à l'encontre des prévisions. « On prévoyait une diminution d'une soixantaine d'étudiants par rapport à l'an dernier », rappelle M. Morin. C'est l'arrivée de 32 nouveaux étudiants de l'île de la Réunion qui contribue au maintien de la clientèle. Plus de la moitié des étudiants du cégep proviennent de l'extérieur de la région et sont principalement attirés par les programmes techniques offerts.

Le cégep offrira aussi à compter de janvier un nouveau programme en formation continue, soit une attestation d'études collégiales en Techniques ambulancières.

Les activités d'accueil débutent vendredi et les cours lundi prochain. La rentrée a été décalée d'une semaine par rapport aux autres cégeps afin de permettre aux étudiants de travailler un peu plus longtemps pendant la saison touristique.

RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Sept-Îles : Une stratégie axée sur l'industrie - Mise à jour le mardi 22 août 2006 à 15 h 56

L'institution veut créer une chaire universitaire sur la transformation de l'aluminium et un centre de transfert technologique en maintenance industrielle.

Le cégep vient de lancer une étude de faisabilité avec la participation de Développement économique Canada, pour connaître les équipements, l'espace et les coûts requis pour implanter les deux unités de recherche.

La chaire universitaire serait mise sur pied en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi. La chaire se spécialiserait dans la transformation de l'aluminium appliquée au transport ferroviaire et maritime.

Le centre collégial de transfert technologique (CCTT) en maintenance industrielle permettrait de développer une expertise nationale dans un secteur où oeuvrent déjà plusieurs entreprises régionales.

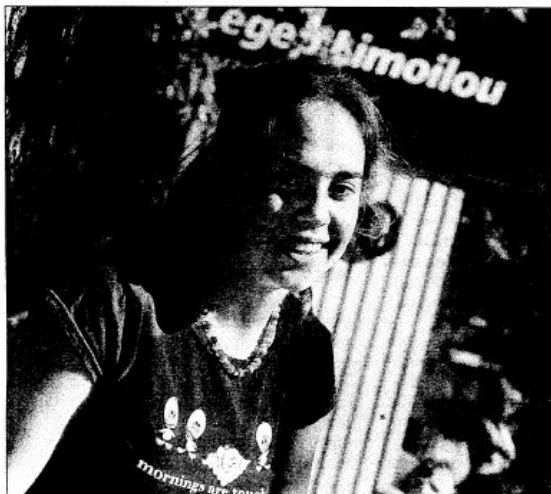
Si ces deux projets se concrétisent, le cégep prévoit construire un nouvel édifice de deux étages où pourraient cohabiter les centres de recherche, des organismes de développement économique et des locaux d'enseignement.

Le projet est estimé à plus de 7 millions de dollars. Les résultats de l'étude seront connus à la fin de l'automne.

LE SOLEIL : Rentrée au Cégep : Les prêts et bourses non indexés – Mardi 22 août 2006

RENTREE AU CEGEP

Les prêts et bourses non indexés



Marie-Pier Baby, 17 ans, ne savait pas que les dépenses admises au programme de prêts et bourses n'avaient pas été indexées depuis 2002-2003.
— PHOTO LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Daphnée Dions-Viens
ddviens@lesoleil.com

C'était jour de rentrée hier dans les cégeps de la région de Québec. Encore une fois cette année, le coût de la vie augmente, mais les prêts et bourses ne suivent pas. Une mesure qui a permis au gouvernement libéral d'économiser jusqu'à maintenant 40 millions \$, selon les chiffres du ministère de l'Éducation.

Marie-Pier Baby, 17 ans, est étudiante en sciences humaines et langues, au Cégep Limoilou. Originaire de Saint-Camille, en Beauce, elle doit maintenant composer avec des factures d'épicerie et un loyer à payer. Malgré le coût de la vie qui augmente, les dépenses qu'elle peut soumettre à l'aide financière aux études n'ont pas bougé depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux en 2003.

Les fédérations étudiantes, de même que l'opposition péquiste, dénoncent la situation. Selon une note interne du ministère de l'Éducation, dont *Le Soleil* a obtenu copie, « les paramètres du programme de prêts et bourses présentent maintenant un recul par rapport aux paramètres du programme d'assurance-emploi », puisqu'ils n'ont pas été indexés depuis 2002-2003.

« C'est de l'argent de moins dans les poches des étudiants qui doivent s'endetter davantage », indique Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale.

Le Parti québécois considère quant à lui que les sommes manquantes sont plutôt de 84 millions \$, en additionnant le manque à gagner des années antérieures.

Le gouvernement péquiste avait aussi décidé de ne pas indexer les dépenses admises pour la période 1994-1995 à

1998-1999, dans la foulée de l'objectif déficit zéro. « Mais le contexte est différent, plaide Camille Boucard, député péquiste et porte-parole de l'opposition en matière d'éducation. Nous avons maintenant un gouvernement qui parle des deux côtés de la bouche en affirmant que le financement des études postsecondaires est une priorité. »

AUTRES CHOIX

De son côté, l'attachée de presse du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, réplique et indique que Québec a fait d'autres choix. Les réfugiés sont maintenant admissibles au programme de prêts et bourses, par exemple. L'ensemble des mesures visant à bonifier le régime de prêts et bourses s'élève à environ 40 millions \$, indique Marie-Claude Lavigne. « Et il ne faut pas oublier que les étudiants québécois restent les moins endettés du pays », ajoute-t-elle.



CHRISTIAN BELAIR
président
de la FEUQ

La Fédération
étudiante
universitaire
du Québec

présentait son plan d'action pour l'année 2006-2007 hier. Métro s'est entretenu avec son président.

Le réinvestissement en éducation est au cœur de vos préoccupations. Que surveillerez-vous?
Le réinvestissement annoncé de 240 M\$ n'offre que 60 M\$ récurrents, ce qui est bien en deçà du sous-financement, évalué à 375 M\$ en 2004. Aussi, on a l'impression que si Québec obtient de nouveaux transferts fédéraux, ils seront inclus dans ce 240 M\$. Au bout du compte, on veut que Québec aussi ingère de l'argent neuf.

Vous surveillez également la santé et la sécurité des étudiants.
Oui, notamment dans les laboratoires, où les étudiants ne sont pas couverts par les assurances des universités. Nous voulons obtenir un partenariat avec les administrations et le gouvernement pour les couvrir.

Et concernant les étudiants étrangers?
Il faut suivre l'implantation du travail hors campus. Nous regarderons aussi les permis de résidence et les frais différenciés. Les étudiants étrangers paient beaucoup plus cher que les autres et cela augmente toujours.

C. DUPERRON

La rentrée dans les cégeps sera politique

18/08/06

Daphnée Dion-Viens
ddviens@lesoleil.com

Loi 142, marchandisation de l'éducation, droits de scolarité... On discutera politique dans les classes et corridors des cégeps cet automne. Les trois fédérations de professeurs, en collaboration avec les associations étudiantes, mettent en branle une « opération de sensibilisation politique ».

« On veut remettre sur la place publique de nombreux enjeux, afin que les partis politiques se situent en vue des prochaines élections », affirme Jean Trudel, vice-président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), qui représente la majorité des professeurs de cégeps.

Une série de textes seront produits, chacun sur des thèmes différents, et distri-

bué parmi les rangs des professeurs et étudiants afin de susciter le débat. La loi 142, qui a décrété les conditions de travail des employés du secteur public en décembre dernier, sera notamment à l'honneur.

À ceux qui craignent que des cours de chimie ou de mathématiques ne se transforment en séance de débat sur les finances publiques, M. Trudel leur répond qu'il n'est pas question d'embrigader qui que ce soit. « La classe ne sera pas nécessairement utilisée, il y a des contextes qui se prêtent mieux aux discussions que d'autres », souligne-t-il.

La Fédération étudiante collégiale y voit aussi l'occasion de sensibiliser ceux qui iront voter pour la première fois au cours de la prochaine année.

Les cours débutent dès lundi dans les cégeps de la région de Québec.

CÉGEPS Québec veut assouplir les exigences d'entrée

18/08/06

Daphnée Dion-Viens
ddviens@lesoleil.com

À quelques jours de la rentrée dans les cégeps de la province, le ministère de l'Éducation consulte les acteurs du réseau collégial afin d'y introduire des ajustements. Québec songe notamment à « assouplir les conditions d'admission » dans les cégeps de la province.

Le document de consultation, dont *Le Soleil* a obtenu copie, propose des « assouplissements » afin « d'améliorer la réussite scolaire et le taux d'obtention du diplôme ».

Une kyrielle d'ajustements ont été retenus par le ministère. Les personnes âgées de 19 ans et plus qui ont une « combinaison de soutien et d'expériences » pourraient être admises, selon les modalités retenues au chapitre 10. Mais, en ce qui concerne les étudiants qui ont fait des études à l'extérieur du Québec :

Les collèges pourraient aussi accepter des étudiants à condition qu'ils obtiennent leur diplôme d'études secondaires (DES) pendant leur première session de cégep. Un diplôme d'études collégiales (DEC) sans spécialité — combinant par exemple une année en arts à une année

en sciences humaines — pourrait aussi être décerné.

MARGE DE MANŒUVRE

L'opération du ministère vise par ailleurs à « répondre de façon mieux adaptée aux besoins variés des individus, des régions et du marché du travail ». Plusieurs mesures proposées visent à donner une plus grande marge de manœuvre à chaque cégep, relativement à la formation offerte, aux compétences exigées et à l'organisation du calendrier scolaire, par exemple.

Les principaux acteurs consultés — cégeps, professeurs, étudiants et commissions scolaires — n'ont pas voulu commenter le document hier, affirmant qu'il est encore trop tôt pour se prononcer.

Des changements en profondeur s'attendent dans les cégeps du Québec. La dernière réforme du réseau collégial remonte à 1983.

De son côté, l'attachée de presse du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a expliqué hier que le ministre était à la recherche « d'un consensus chez les partenaires » concernant ces « ajustements mineurs ». « On n'est pas sur le bord d'une réforme des cégeps », a tenu à préciser Marie-Claude Lavigne.

RÉINVESTISSEMENT EN ÉDUCATION + RENTRÉE

Investissement insuffisant

Brigitte Breton

breton@lesoleil.com



21/08/06

Avec la rentrée, le gouvernement Charest tente de montrer qu'il a à cœur l'enseignement postsecondaire et qu'il fera tout pour qu'Ottawa l'ait tout autant. Malheureusement, son message sonne faux. Il laisse croire à la population que l'avenir des universités québécoises est assuré, alors que l'écart se creuse avec les établissements du reste du pays.

Depuis quelques semaines, les libéraux mettent l'éducation aux services de leurs intérêts politiques.

Au dernier budget Audet, ce printemps, les universités et les cégeps sont restés sur leur appétit. Même si l'enseignement supérieur figurait parmi les priorités des libéraux lors de la campagne électorale de 2003, le réinvestissement promis n'était toujours pas au rendez-vous. Québec n'assurait que les frais de système. Si bien que les universités ont dû passer les derniers mois à tenter de limiter leur déficit. En vain. Il atteint 300 millions \$.

Mais, à la surprise générale, au dernier congrès de la Commission jeunesse du PLQ au début du mois, la « gestion rigoureuse » du gouvernement a permis d'annoncer un investissement de 240 millions \$ pour les universités et de 80 millions \$ pour les cégeps. Quel bon *timing* pour un gouvernement en manque de popularité que de pouvoir annoncer aux jeunes qu'il investit dans l'éducation !

D'autant plus lorsque c'est ce même gouvernement qui avait suscité un tollé général dans la population dès le début de son mandat, en réduisant l'aide financière aux étudiants.

Voulant faire plus de millage avec sa bonne nouvelle, le premier ministre et son ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ont fait mercredi dernier une sortie publique avec les recteurs et les représentants des cégeps. Réclamant de l'argent neuf depuis des années, ces derniers n'ont pas eu le choix de jouer le jeu et d'afficher leurs plus beaux sourires malgré la minceur de l'enveloppe.

Bien sûr, il est heureux à première vue que Québec débloque

320 millions \$. Cela fait cependant trois ans que les établissements attendent et accumulent du retard par rapport à leurs homologues canadiens.

Il y a trois ans, les recteurs et le ministère de l'Éducation avaient estimé qu'il manquait 375 millions \$ par an aux universités québécoises pour rejoindre la « moyenne » canadienne. Les cégeps évaluent leurs besoins à 245 millions \$. Les dollars versés par MM. Charest et Fournier ne

Les dollars versés ne permettent pas de faire du rattrapage

permettent pas de faire du rattrapage. D'autant plus que le ministre a bien précisé qu'il s'agissait d'une avance sur les fonds à venir d'Ottawa. On s'éloigne donc d'un réseau universitaire qui répond aux standards de qualité les plus élevés à l'échelle internationale.

Le fossé ne peut donc que se creuser entre les universités du Québec et celles du reste du pays, notamment celles de l'Ontario, qui ont les moyens d'équiper adéquatement leur campus, de recruter les meilleurs professeurs, les plus brillants étudiants, et de mener des recherches dans les secteurs de pointe.

Les libéraux comptent sur Ottawa pour rehausser le financement des universités. Il est vrai que le gouvernement fédéral a réduit ses transferts au fil des ans. Tout comme dans le secteur de la santé.

Québec saura toutefois mieux convaincre Ottawa de consacrer une part de ses surplus à l'enseignement supérieur si son propre engagement à l'égard des universités et des collèges est profond et sincère.

Les convictions des Charest et Fournier apparaissent cependant bien fragiles et bien circonstancielles. S'ils mettent trois ans à concrétiser un engagement prioritaire, s'ils attendent le moment politiquement opportun pour le faire, leurs homologues fédéraux seront bien tentés de faire comme eux.

Les étudiants ont Charest à l'œil

H.R. MORISSETTE ET MARTIN BISAILLON
Le Journal de Montréal

De retour sur les bancs d'école dès aujourd'hui, les quelque 160 000 étudiants collégiaux de la province, qui exigent toujours le gel des frais de scolarité, promettent de garder à l'œil le gouvernement Charest.

Cette semaine, la plupart des étudiants des 48 cégeps publics, 25 collèges privés et 34 établissements privés sous permis amorcent leur session d'automne 2006.

Sans annoncer de moyens de pression concrets, notamment quant à l'accessibilité financière aux études collégiales et universitaires, les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) poursuivent les dialogues avec Québec.

«Aucun incendie ne sera déclaré dans les établissements collégiaux», lance à la blague Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ pour une deuxième année. «Pour l'instant, on garde le gouvernement à l'œil dans plusieurs dossiers. Nos actions dépendront de son attitude.»

Marie-Claude Lavigne, attachée politique du ministre Fournier, affirme de son côté ne ressentir aucune atmosphère de conflit avec les étudiants des cégeps.

«Au contraire, nous prévoyons faire front commun avec eux, entre autres pour récupérer les paiements de transferts fédéraux.»

Dossiers prioritaires

Par une tournée dans les établissements collégiaux de la province en septembre, le FECQ entend notamment préparer les étudiants aux prochaines élections provinciales.

«Les élections seront cruciales pour l'avenir de l'éducation au Québec», rappelle M. Hudon-Gagnon.

«Le gouvernement n'a toujours pas pris de gel dans les frais de scolarité, ce qui n'est pas acceptable.»

La question de la baisse démographique dans les régions éloignées sera également priorisée au cours de la session d'automne. «Certains cégeps du Québec prévoient perdre jusqu'à 25 % de leurs étudiants d'ici 2014, ce qui serait catastrophique, avance le président de la FECQ. Nous devons trouver des solutions.»

Cette année, le gouvernement du Québec investira 30 M\$ de plus que l'an passé au niveau collégial, en vue d'atteindre un total de 80 M\$ supplémentaires en 2008-2009.

LE DEVOIR : Charest demande l'aide du milieu de l'éducation pour réclamer de l'argent d'Ottawa - Édition du jeudi 17 août 2006

PC

Québec -- Le premier ministre Jean Charest appelle à la rescousse le milieu de l'éducation pour forcer la main du gouvernement fédéral en vue d'obtenir d'importants transferts d'argent dédiés aux établissements scolaires postsecondaires du Québec.

Dans sa quête de milliards de dollars en provenance d'Ottawa, M. Charest s'est adjoint hier les recteurs d'université et directeurs de cégep, venus en chœur «interpeller» le gouvernement fédéral dans ce dossier qui traîne en longueur.

«Il faut absolument que nous parlions d'une seule voix au Québec», a dit le premier ministre, entouré des principaux dirigeants du réseau d'éducation postsecondaire, lors d'une conférence de presse.

«On va dans les prochains mois interpeller le gouvernement fédéral. Nous allons également interpeller, puis nous avons demandé à nos collègues [recteurs et directeurs de cégep] d'interpeller leurs vis-à-vis partout au Canada pour que d'une seule voix et d'une même voix nous puissions exprimer à nouveau le consensus du mois de février dernier», a-t-il ajouté.

Son appel n'est pas resté sans écho.

«Nous avons fermement l'intention de prendre une part active à l'action engagée déjà, qui doit mener à une entente avec le gouvernement fédéral pour que le gouvernement fédéral augmente sa part dans le financement de l'éducation postsecondaire», a dit le recteur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), Roch Denis.

Il s'est montré prêt à multiplier les démarches «jusqu'à ce que nous obtenions des résultats positifs».

Las d'attendre les sommes d'Ottawa, en plein congrès des jeunes du Parti libéral du Québec, le 6 août dernier, M. Charest avait annoncé que son gouvernement injecterait les sommes requises pour sortir les cégeps et les universités du sous-financement chronique, une promesse électorale de 2003.

Quelques jours plus tard, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, précisait que Québec verserait 320 millions de dollars supplémentaires au réseau d'ici trois ans.

En août 2005, à Banff, en Alberta, lors de la rencontre annuelle du Conseil de la fédération, tous les premiers ministres des provinces s'étaient entendus pour revendiquer auprès d'Ottawa un réinvestissement massif en éducation postsecondaire. Mais le dossier n'a pas beaucoup évolué depuis.

Depuis des années, cégeps et universités crient famine. Les universités doivent composer avec un déficit accumulé global de 290 millions de dollars, qui pourrait atteindre 400 millions de dollars cette année. L'annonce d'une somme additionnelle de 320 millions de dollars dans le réseau est donc la bienvenue, mais elle demeure, dans ce contexte, nettement insuffisante, a indiqué M. Denis.

Québec demande que les transferts fédéraux pour l'éducation et les programmes sociaux soient rétablis «au moins» au niveau où ils étaient au milieu des années 90.

En dollars de 2006, cela se traduirait par un ajout de 4,9 milliards de dollars d'argent neuf, annuellement, dans les coffres des provinces, dont le quart environ pour le Québec.

«C'est clair que tous nos efforts, tous nos yeux, doivent se tourner vers le fédéral. Nous, on considère, c'est très clair, que le gouvernement fédéral a fait un effort important, compte tenu des finances publiques. C'est clair que les ressources financières, elles sont à Ottawa», a déclaré pour sa part le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, rappelant les surplus anticipés de 12 milliards de dollars cette année dans les coffres fédéraux.

Il a dit espérer que le problème du sous-financement du réseau sera enfin réglé lors du prochain budget du gouvernement de Stephen Harper, l'hiver prochain.

Haro sur Ottawa !

Le monde de l'éducation réclame d'Ottawa une hausse des transferts pour le secteur postsecondaire

Daphnée Dion-Viens
DDViens@lesoleil.com

Le premier ministre Jean Charest, en compagnie des acteurs du milieu de l'éducation postsecondaire, a réitéré hier ses demandes envers Ottawa : une hausse des transferts en éducation postsecondaire de 4,9 milliards. Mais les étudiants dénoncent la stratégie de Québec, accusant le gouvernement de ne pas respecter ses engagements.

« Nous allons interpellier le gouvernement fédéral au cours des prochains mois », a indiqué Jean Charest lors d'un point de presse commun, auquel ont participé le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, le président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et le pdg de la Fédération des cégeps. L'objectif est de ramener — d'ici au prochain budget — les paiements de transfert à ce qu'ils étaient avant les compressions du milieu des années 90, ce qui représente 4,9

milliards\$ en argent d'aujourd'hui. Le Québec irait chercher environ le quart de cette somme.

MÉCONTENTEMENT ÉTUDIANT

M. Fournier a aussi confirmé que les sommes de 320 millions pour l'éducation postsecondaire

Les étudiants y voient une stratégie qui entretient le sous-financement des universités québécoises

annoncées le 9 août représentent une avance sur l'argent attendu d'Ottawa.

Cette intention de Québec de se rembourser à même les transferts fédéraux irrite la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

« On s'attendait à ce que le gouvernement provincial réinvestisse de sa poche. Il ne respectera pas ses engagements », déplore son président, Christian Bélair. Lors de l'annonce des 320 millions la semaine dernière, le gouvernement Charest s'était vanté de remplir ainsi un engagement électoral : il avait promis de l'argent neuf aux universités lors de

la campagne en 2003.

Si l'argent provient uniquement du fédéral, le sous-financement des universités québécoises par rapport aux universités canadiennes restera le même, ajoute M. Bélair, puisque « tout le monde aura plus d'argent ».

De son côté, la CADEUL (la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval) espère que la nouvelle grille de financement des universités — attendue depuis 2004 — soit rapidement appliquée.

L'Université Laval obtiendrait alors 11 millions\$ de plus par année.

L'attachée de presse du ministre de l'Éducation n'était pas en mesure hier d'indiquer si la nouvelle grille sera utilisée pour répartir les 320 millions\$ annoncés.

« Ça fera partie des discussions au cours des prochaines semaines », a indiqué Marie-Claude Lavigne.

THE GAZETTE : Charest schools agree on funding : Education minister eyes \$1-million [billion?] federal boost – Thursday, August 17, 2006

Charest, schools agree on funding
17/08/06
Education minister eyes \$1-million federal boost

KEVIN DOUGHERTY
GAZETTE, QUÉBEC BUREAU

QUÉBEC — Premier Jean Charest has enlisted Québec's universities and CEGEPs to help the province wrest an extra \$4.9 billion a year from the federal government for post-secondary education. University and college representatives met here yesterday with Charest and Education Minister Jean-Marc Fournier before the weekly meeting of the provincial cabinet.

The premier noted Ottawa cut its transfers for health and post-secondary education to the provinces in the 1990s, with the goal of balancing the federal budget.

"They have re-established it for health," he noted. "But they have not done so for post-secondary education."

Roch Denis, rector of the Université du Québec à Montréal, said Québec's annual share of the restored federal funding would be over \$1 billion, money the universities could use to hire more professors, improve the student-teacher ratio, add books to university libraries, and invest in facilities.

Denis noted while enrollment has risen, Québec universities have the same number of professors they had 10 years ago.

"We want to be able to recruit more professors," he said, adding continued underfunding of Québec's education system could lead to a quick deterioration.

"It has taken 40 years in Québec to develop a top-quality university education system," Denis said.

Gaëtan Bouchard, representing Québec's 48 CEGEPs, said Ottawa now has a surplus of \$12 billion and the CEGEP sector supports the efforts of Québec and the other provinces to get back the money.

Both Houchet and Denis applauded, as a step in the right direction, the Charest government's decision last week to give the universities and CEGEPs an extra \$200 million over three years.

However, the united front met with a cool reception from some student groups who expressed anger at being excluded.

"You have to wonder if the government isn't trying to coast the primary stakeholders from the debate," the president of the Fédération Étudiante collégiale du Québec (FEUQ) said in a statement.

FEUQ president Étienne Hudon-Gagnon added student groups have also been left off the committees struck by the government to determine how the \$200 million in new funding should be spent.

Fournier explained that the money, promised by the Liberals during the 2003 election campaign, is a one-shot deal, stressing the need for a lasting solution with the federal government.

Charest said there have been many meetings, and the provinces agree Ottawa should restore the funding.

As well, he noted, Prime Minister Stephen Harper is committed to correcting the fiscal imbalance between Ottawa and the provinces.

The premier said he expects Harper will propose phasing in the additional financing, perhaps starting with a \$2.2-billion transfer, then increasing the amount to the full \$4.9 billion "within a reasonable delay."

kdougherty@thegazette.comwest.com

Éducation postsecondaire Un front se forme pour l'argent d'Ottawa

Jean Charest appelle à la rescousse le milieu de l'éducation pour forcer la main du gouvernement fédéral.

Dans sa quête de milliards de dollars en provenance d'Ottawa, M. Charest s'est adjoint, hier, les recteurs d'universités et directeurs de cégeps, venus en chœur «interpeller» le gouvernement fédéral pour obtenir des transferts pour l'éducation postsecondaire.

«Il faut absolument que nous parlions d'une seule voix au Québec», a dit M. Charest, entouré des principaux dirigeants du réseau d'éducation postsecondaire.

Son appel n'est pas resté sans écho.

«Nous avons fermement l'intention de prendre une part active à l'action engagée

C'est clair que tous nos efforts, tous nos yeux, doivent se tourner vers le fédéral.

GAËTAN BOUCHER,
président de la
Fédération des cégeps



ARCHIVES MÉTRO

LE PREMIER ministre voudrait voir les transferts fédéraux revenir à ce qu'ils étaient au milieu des années 90.

déjà, qui doit mener à une entente avec le gouvernement fédéral pour que le gouvernement fédéral augmente sa part dans le financement de l'éducation postsecondaire», a dit le recteur de l'Université du Québec à Montréal et président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, Koch Denis.

Il s'est montré prêt à multiplier les démarches jusqu'à ce que nous obtenions des

résultats positifs». Las d'attendre les sommes d'Ottawa, Québec a déjà annoncé qu'il verserait 320 M\$ supplémentaires au réseau d'ici trois ans.

Québec revendique que les transferts fédéraux en éducation et programmes sociaux soient rétablis «au moins» au niveau où ils étaient au milieu des années 90. En dollars de 2006, cela se traduirait par un ajout de 4,9 G\$ d'argent neuf.

annuellement, dans les coffres des provinces.

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

Front commun face à Ottawa

24 Une semaine après avoir dévoilé un plan de réinvestissement de 320 millions \$ dans le réseau collégial et universitaire, le gouvernement du Québec a annoncé, hier, la création d'un front commun afin d'obtenir du gouvernement d'Ottawa une hausse des transferts en éducation postsecondaire.

Les recteurs et la Fédération des cégeps ont uni leurs voix à celles du premier ministre Jean Charest et du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier pour interpeller le gouvernement

conservateur.

L'objectif avoué est de ramener les paiements de transfert à ce qu'ils étaient avant les compressions pratiquées par les libéraux à partir du milieu des années '90, soit près de 4,9 milliards. De cette somme, Québec aurait droit à un peu plus d'un milliard \$.

« Québec prévoit interpeller les autres provinces pour qu'elles se joignent au front commun. »

«C'est au tour d'Ottawa de faire sa part pour combler l'écart entre les moyens et les besoins

de leurs réseaux.» de dire d'un commun accord le président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Roch Denis et le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher.

D'autre part, le ministre de l'Éducation a confirmé la formation de deux comités de priorités consacrés respectivement aux cégeps et aux universités afin de déterminer la meilleure façon de réinvestir d'ici 2009 les 320 millions \$ annoncés la semaine dernière par Québec. (PC/JCG)



- photo PC

Le premier ministre Jean Charest monte aux barricades pour obtenir une hausse des transferts en éducation.

La Chambre de commerce veut plus d'argent pour l'éducation

24 La Chambre de commerce du Montréal métropolitain a applaudi l'annonce faite mardi par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier qui a confirmé que son gouvernement injectera 320 millions \$ en éducation au cours des trois prochaines années.

«Ces nouvelles sommes, dès cette année, constituent une excellente nouvelle pour les institutions collégiales et universitaires compte tenu de leur

situation financière précaire», fait remarquer la présidente de la Chambre, Isabelle Hudon.

«Les besoins réels dans les cégeps et universités nécessitent actuellement des investissements majeurs»

«Ces institutions d'enseignement supérieur oeuvrent dans un environnement concurrentiel, notamment pour ce qui est de l'attraction des meilleurs chercheurs, enseignants et étudiants.,

ajoute-t-elle.

Toutefois, la Chambre croit que l'investissement ne peut-être qu'un premier effort auquel il faudra obligatoirement donner suite.

«Parallèlement, des mesures devront être mises en place afin d'accroître la contribution du secteur privé au financement de l'éducation, notamment par le biais d'une plus grande participation au remboursement de dettes d'études.», ajoute Mme Hudon. (JCG)



- photo Archives-Barbosa

Isabelle Hudon, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Colin Powell à Montréal

LE DEVOIR : EN bref : Manifestation à Montréal contre Colin Powell – Mercredi 16 août 2006

EN BREF

Manifestation à Montréal contre Colin Powell

Dans la foulée des nombreuses manifestations des dernières semaines dénonçant la violente offensive israélienne au Liban, au moins 150 personnes ont protesté hier contre la présence de l'ex-secrétaire d'État américain Colin Powell à Montréal. Celui-ci prononçait au même moment une conférence sur le thème «*Build a stronger Israel*» (Bâtir un Is-

raël plus fort) devant des membres du Fonds national juif canadien, réunis à l'hôtel Reine-Élisabeth du boulevard René-Lévesque. Les manifestants, rassemblés à l'appel du groupe Palestiniens et Juifs unis, en avaient d'ailleurs contre cette organisation, accusée de récolter des fonds pour financer des projets de construction «*sur des terres volées au peuple palestinien*». M. Powell a aussi été visé, principalement pour avoir défendu bec et ongles la campagne américaine en Irak en 2003. Certaines personnes présentes brandissaient d'ailleurs des affiches

sur lesquelles on pouvait lire: «*Avez-vous trouvé des armes de destruction massive?*». Une autre action est prévue demain, à la Place des Arts, alors que les manifestants s'allongeront pour symboliser les victimes libanaises du conflit opposant le Hezbollah et Tsalah. – *Le Devoir*

LA PRESSE : Accueil hostile pour Powell à Montréal - Le mercredi 16 août 2006

Gabriel Béland

Environ 300 manifestants ont dénoncé hier la tenue d'une conférence de l'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell. L'homme était de passage à Montréal à l'invitation du Fonds national juif (FNJ).

Il en coûtait 250\$ pour l'entendre parler du «renforcement de l'État d'Israël». Les médias n'ont pas été admis à l'intérieur de l'hôtel Reine-Élisabeth.

«Nous sommes venus dénoncer le Fonds national juif, a expliqué le coprésident du groupe Palestiniens et Juifs unis, Bruce Katz. Cette organisation amasse des sous pour acheter des terres en Israël. Mais elle

les réserve pour des Juifs uniquement. C'est discriminatoire et le Canada devrait lui retirer le statut d'organisation charitable.»

Tôt dans la journée d'hier, les locaux du quotidien The Gazette ont par ailleurs été occupés par des protestataires. Ils sont entrés peu avant 8h et ont été chassés par des agents de sécurité vers 9h30. Ils ont placé une bannière sous l'enseigne du journal où étaient inscrits les mots «propagande de guerre».

«Nous voulions dénoncer le traitement médiatique tendancieuse de la guerre au Liban fait par ce journal», explique Rachelle (nom fictif). «Ils soutiennent Israël jusque dans ses crimes de guerre», a-t-elle ajouté.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal : Accueil bruyant pour Powell – Mercredi 16 août 2006

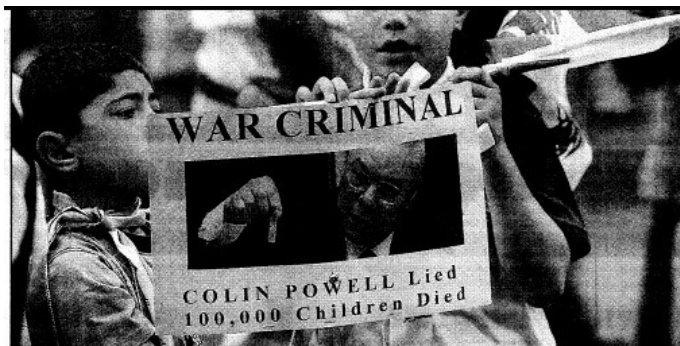


PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT

■ La venue de Colin Powell à Montréal a provoqué la colère de manifestants. Certains étaient plutôt jeunes...

MONTRÉAL

Accueil bruyant pour Powell

TAÏEB MOALLA 16/08/06
Le Journal de Montréal

Deux cents manifestants ont protesté hier après-midi devant l'hôtel Reine-Élisabeth, au centre-ville de Montréal, contre la présence de l'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell, à un souper-bénéfice organisé par le Fonds national juif (FNJ).

«Le thème du dîner de gala du FNJ est *Bâtir un Israël plus fort*. Comme si cet État ne l'était pas assez!»

Celui qui s'exclame ainsi est Rezek Faraj, coprésident de Palestiniens et Juifs unis (PAJU), un des organisateurs de la manifestation d'hier.

Selon lui, le Fonds national juif, qui invite M. Powell, est responsable d'un «nettoyage ethnique et de vols de la terre palestinienne».

Vraie ou fausse charité ?

Le statut d'organisation de charité, accordé au FNJ par le gouvernement canadien, est décrié par Amir Khadir, un des porte-

parole de Québec solidaire.

«Avec les déductions fiscales accordées à ce Fonds, on peut dire que l'argent canadien est détourné pour financer l'occupation», dit-il.

Et hier matin, des manifestants appartenant au collectif montréalais Bloquez l'Empire se sont introduits dans le hall du journal *The Gazette* pour «dénoncer son appui politique et financier au souper-bénéfice».

tmoalla@journalmt.com

Powell praises Harper's Mideast stance

SPEAKS AT JEWISH NATIONAL FUND DINNER

Protesters stake out Queen Elizabeth Hotel

Former U.S. secretary of state Colin Powell praised Stephen Harper's government last night for its strong support of Israel in its fight against Hezbollah.

Powell told a Montreal audience that Canada has stood out with its unequivocal backing for Israel during its campaign to defeat Hezbollah's forces in southern Lebanon.

"I thank Canada for standing firm with Israel and the United States in this time of difficulty," Powell told 700 people at a fundraising dinner organized by the Montreal branch of the Jewish National Fund.

The 105-year-old JNF develops land and infrastructure in Israel and is best known for planting trees in former desert areas.

The event honoured Montreal real estate developer David Azrieli, who has extensive property holdings in Canada and Israel, including the landmark Azrieli shopping and business complex in Tel Aviv.

About 150 protesters gathered outside the Queen Elizabeth Hotel to denounce Israel, Powell and U.S. policy in the Middle East. They blocked traffic on René Lévesque Blvd. at the height of the evening rush hour, waving Lebanese and Hezbollah flags.

The demonstrators said Powell was partly responsible for the U.S. invasion of Iraq and the escalation of tensions that ultimately led to Israel's conflict with Lebanon.

Protester Ahmad Machouf said Powell's claims while in office that

Iraqi leader Saddam Hussein was hiding weapons of mass destruction made Powell a potent symbol of a failed U.S. foreign policy.

Inside, Powell said he is glad a ceasefire has been reached in Lebanon.

But, he said, it will be meaningful only if the United Nations can organize an effective force in southern Lebanon to keep the peace, and if Syria and Lebanon can be persuaded to stop supporting terrorism.

Powell, who was on crutches due to a torn Achilles tendon, said it is vital for the Lebanese government to establish control over the country and all weapons within its borders.

"You can't have a state with a terrorist organization that is free to roam and attack its neighbours," he said in a reference to Hezbollah.

Public Works Minister Michael Fortier, the federal minister responsible for Montreal, won a standing ovation when he underscored Prime Minister Stephen Harper's strong backing for Israel.

"This conflict was started by an unprovoked cross-border attack by Hezbollah – an attack which Israel had every right to defend itself against," he said.

Earlier yesterday, about two dozen people stood outside The Gazette's offices on Ste. Catherine St. W. to protest the paper's corporate sponsorship of the event, and what they described as its pro-Israel news coverage.

THE GAZETTE



ALLEN McINNIS THE GAZETTE

Colin Powell, in a wheelchair due to a torn Achilles tendon, speaks to reporters before giving a speech in honour of Montreal real estate developer David Azrieli last night.



RICHARD ARLESS JR. THE GAZETTE

Demonstrators gathered in front of The Gazette's offices yesterday to protest against the newspaper's corporate sponsorship of a Jewish National Fund of Montreal dinner last night.

Cégep : Forum : note de passage « automatique » ?

LA PRESSE – LE SOLEIL : Forum : Quand 57 = 60%... : Avis aux nouveau élèves de cégep : n'angoissez pas, vous allez passer vos cours de toute manière, par Dominic Desroches, professeur dans le réseau collégial - Le jeudi 17 août 2006

Chers élèves, la rentrée du mois d'août 2006 ne devrait pas vous effrayer, car j'ai de bonnes nouvelles pour vous. Sachez que si vous craignez le retour en classe, vous angoissez bien inutilement- c'est un professeur qui vous le dit. Si, par exemple, vous avez peur d'échouer aux examens, si vous ne complétez pas vos textes ou si vous les remettez en retard, vous avez toujours la possibilité de passer votre cours. Il s'agit en fait d'appliquer la règle d'or des cégeps: « rapprochez-vous le plus possible du 55 % et demandez après la session une révision de note qui vous assurera de passer votre cours ». Dans le pire des cas, vous aurez à vous déplacer, rencontrer un comité ad hoc, et dire que vous méritez de réussir puisque plusieurs élèves passent de cette manière.

La note de passage

Au collégial, presque tout le monde le sait, une loi non écrite veut qu'il soit tabou d'inscrire aux bulletins des élèves des notes finales allant de 55 à 59 %. Ces chiffres sont devenus « dangereux ». Pourquoi? C'est que les élèves confrontés à ces notes- ils connaissent bien leurs droits désormais- demandent souvent, après le semestre, une révision de note, ce qui a pour effet d'engager une procédure administrative qui peut tourner en leur faveur. Indirectement, la procédure fait porter le fardeau de la preuve non pas sur l'élève (qui n'a rien à perdre), mais sur le professeur. L'élève est toujours gagnant d'avance, car la note ne peut être revue à la baisse.

L'intéressant, c'est que dans de telles situations limites, lorsque le comité de révision d'un département se réunit, la note finale peut être renversée sans appel. Le fait que le professeur appuie le résultat sur cinq évaluations obligatoires n'y change rien. Aussi, à l'instar du tribunal, si le professeur « impliqué » ne se déplace pas, l'élève contestataire gagnera automatiquement sa cause. Une rumeur veut que pleurer, devant les membres du comité, s'avère une stratégie qui fonctionne bien.

L'expérience montre que les élèves dégourdis ont souvent gain de cause. Ces derniers passent sans hésiter le message aux autres élèves qui profitent d'un système de plus en plus laxiste, et ce, au

mépris des règles institutionnelles. Voilà donc pourquoi la plupart des professeurs du réseau attribuent systématiquement des notes fétiches de 55 ou de 60 afin d'éviter les problèmes qu'entraînent les révisions de notes. Cependant, même si j'encourage les élèves à apporter leurs mouchoirs pour la séance d'audition, je ne suis pas sûr que cette pratique soit avantageuse pour notre société.

Quel avenir pour nos élèves?

Par cette lettre, je veux attirer l'attention de mes excellents collègues mais aussi des responsables de nos institutions. Comme jeune professeur de ce réseau, que je respecte au plus haut point et qui m'a formé, je suis déçu et je souhaiterais que ce laxisme soit reconnu pour être un jour corrigé. Cette rumeur (qu'une note n'est jamais finale) n'aide en rien le réseau public des collèges. Cette pratique néfaste, qui consiste à arrondir les notes après coup, m'amène à me poser les questions suivantes: quel message voulons-nous envoyer à la population, qui comprend, bien entendu, les jeunes citoyens que nous formons dans les cégeps? Que 57 vaut 60 %? Dans ce cas, si nous accordons trois points aux élèves qui osent contester, pourquoi ne pas donner illico ces points à tous les élèves, au premier chef les plus timides, ce qui aurait pour conséquence utile d'augmenter la moyenne nationale et rendre plus de gens heureux? La contestation à répétition et l'élasticité des notes sont-elles des solutions gagnantes à long terme?

En guise de conclusion, une dernière question, plus difficile peut-être, engage cette fois notre système d'éducation: si nous acceptons socialement que 57 vaut 60, devons-nous comprendre qu'il s'agit là d'une preuve de plus de la faillite de la pédagogie contemporaine, celle qui multiplie les réformes et révoque en doute les contenus? Auquel cas, on ne s'étonnera pas du peu d'estime que les élèves (mais également leurs professeurs...) accordent à nos institutions. Les questions soulevées ici méritent une réflexion qui, selon moi, dépasse le jeune professeur que je suis. Voilà pourquoi j'ai rédigé cette lettre. Car comme le disait si bien Aristote, le meilleur élève de Platon, j'ai préféré dire la vérité que d'assurer mes amitiés...

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Quand 57 = 60%... Vraiment?

18/08/06

J'aurais pu écrire le même texte que Dominic Desroches, dans *La Presse* d'hier, il y a 10 ans, alors que j'étais chargée de cours aux HEC! M. Desroches a la même naïveté qui m'animait alors que j'en étais à mes premières années dans l'enseignement. Il y a quelques années que j'ai quitté cette merveilleuse profession mais, au moment où j'y étais, même à l'université, une note entre 55 et 60 % était souvent remise en question par les élèves mais aussi par la direction des départements d'enseignement! Comme chargée de cours (et la même règle s'appliquait aux professeurs) nous devions soumettre nos notes finales au directeur de notre département d'enseignement et les notes entre 55 et 60 étaient systématiquement revues à la baisse ou à la hausse pour éviter les demandes de révision. Comme puriste de la rigueur, je peux vous dire que cette procédure m'enflammait. Pour me calmer, on me servait l'argument de la subjectivité de la correction. Je répondais alors que, pour pallier cette subjectivité, il fallait concevoir des examens qui cherchent à vérifier des connaissances précises accompagnés de barèmes de correction tout aussi pointus.

Julie Tremblay
Laval

Une pratique plus rigoureuse

Je veux réagir au texte de M. Desroches. Tout d'abord, j'aurais aimé qu'il indique dans quel type de département (ou de programme) il enseigne, ainsi que le nom de son cégep. Car, voyez-vous, les informations contenues dans son texte sont loin d'être généralisées. Je crois qu'elles représentent plutôt une situation, une manière de faire typique de son cégep et peut-être même est-ce un cas isolé au sein même de son propre cégep. Je suis enseignant au cégep de Sherbrooke, au département de physique, et je peux vous assurer que notre pratique en matière d'évaluation est beaucoup plus rigoureuse que ne le laisse entendre M. Desroches, du moins à mon département. Au contraire, ici à Sherbrooke, les élèves ont l'impression que le processus de révision de notes ne donne jamais de résultats. Pourquoi? Parce qu'au cégep de Sherbrooke, la révision de notes est basée uniquement sur la grille de correction.

Patrick Labrecque
Sherbrooke



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Dominic Desroches

Visez donc le 100%!

Quelle déception de constater que la réalité est grossièrement trafiquée par certains individus amenant une image peu reluisante de l'enseignement collégial. En tant que professeur au collégial, je me dois de remettre les pendules à l'heure. Chers étudiants, vous allez commencer une étape importante de votre vie, mais ne soyez pas dupes : il n'existe pas de « règle d'or des cégeps » et 57 % n'égale pas 60 %. Il semble qu'on tente de vous faire croire que le cégep est une institution où aucune règle n'existe. Vous serez évalués et, croyez-moi, l'évaluation est une tâche souvent ingrate puisqu'elle pose un verdict sur plusieurs mois de travaux scolaires. Il est donc tout à fait normal que vous ayez des recours si vous croyez que le résultat est injuste. Une des tâches du cégep est de former des citoyens responsables, par conséquent, restez sur terre, ne pensez pas qu'il vous suffira de vous mettre en boule dans un coin et de pleurer pour que votre note change. Si vous demandez une révision de note, vous devrez la justifier, il est possible qu'un comité soit formé afin de déterminer si la note est juste. Cette décision sera prise suivant la vérification de documents officiels et selon une procédure qui est beaucoup trop longue pour être décrite ici. Par contre, ne soyez pas trop confiant, votre réussite n'est pas assurée, il se peut que votre note reste inchangée et même qu'elle diminue. Alors, j'ai un conseil à vous donner : vous êtes les

propres maîtres de votre réussite, si vous voulez réussir rapprochez-vous le plus possible du 100 %.

Catherine Benoit

Désolant et inquiétant

La lettre signée Dominic Desroches nous fait part d'une situation non seulement désolante, mais inquiétante. Étant parent d'une élève de la 5^e secondaire, qui fréquentera un cégep au Québec en 2007, je suis déçu de constater que le fait d'obtenir 57 % à ses examens donnera à mon enfant le privilège d'une négociation. Ce laxisme ne correspond pas aux exigences auxquelles ma fille est habituée depuis qu'elle fréquente les établissements scolaires. Je félicite M. Desroches de sonner l'alarme afin que notre jeunesse comprenne que ce ne sont pas des larmes qui instruisent, mais le travail d'étudier et l'obtention d'une note juste et méritée.

V. Emmanuël Bracka
Beaconsfield

Vous exagérez un peu

Quand vous dites que de pleurer devant le comité de sélection peut aider à faire changer la note, sachez que dans mon cégep (Beauce-Appalaches) les élèves n'assistent pas à ce comité. Il n'y a que des collègues dans la discipline (dont le professeur de l'étudiant), la copie d'examen de l'étudiant et le corrigé du professeur. La révision de note se fait en vérifiant si les points ont été alloués selon le respect du barème de correction de l'enseignant. Il faut noter que je n'ai participé à aucun comité de révision où un élève a obtenu la note de 60 % après avoir fait réviser sa note. Donc, ce n'est pas automatique comme le laisse croire votre lettre. De plus, quand vous dites que la note ne peut être revue à la baisse, ce n'est pas vrai. Il nous est arrivé d'inscrire une note inférieure après la révision de notes demandée par un élève. Toutefois, durant mes huit années comme professeur, j'ai dû baisser considérablement mes exigences dans mes évaluations, car les étudiants nous arrivent toujours plus faibles d'année en année.

Fredéric Dufour
professeur de physique,
cégep Beauce-Appalaches

LE SOLEIL : VOS RÉPONSES : Les cégeps accordent-ils des diplômes à rabais ? : Généralisation, quand tu nous tiens... / Du cas par cas – Lundi 21 août 2006

LA QUESTION

Les cégeps accordent-ils des diplômes à rabais ?

Généralisation, quand tu nous tiens...

(À Dominic Desroches)

M. Desroches provient d'un cégep et d'un département qu'il ne nomme pas. Peut-être est-ce aussi bien ainsi, car c'est assurément à partir de l'exemple de son milieu de travail qu'il énonce la règle d'or suivante qu'il dit à TOUS les élèves du collégial: «J'ai de bonnes nouvelles pour vous. Ayez une note proche de 55%. Lorsque vous demanderez une révision de la note de cours, vous serez assurés

d'obtenir la note de passage pour votre cours.»

M. Desroches ne peut absolument pas affirmer que c'est vrai dans tous les autres cégeps et dans tous les départements des cégeps de la province. Je l'invite donc à consulter des consœurs et des confrères de travail dans son propre cégep et dans d'autres cégeps et aussi à consulter, par exemple, la Politique d'évaluation des apprentissages du Cégep de Sainte-Foy*. J'attire son attention sur les sections 6.3 (La correction des travaux et des examens) et 6.5 (La révision de notes). À l'article 6.5.2 (La révision de la note finale), on y lit: «[...] Pour être admissible, la demande de l'étudiant doit préciser les activités d'évaluation visées par cette deman-

de, être accompagnée de tous les documents nécessaires et d'une lettre de justification pertinente.» J'ajoute qu'il n'est écrit nulle part dans cette politique que la note ne peut être revue à la baisse.

*Jules Fontaine, professeur de biologie récemment retraité du Cégep de Sainte-Foy
Québec*

Du cas par cas

(À Dominic Desroches)

En tant qu'étudiante de niveau collégial, je crois que vous avez raison M. Desroches, un certain nombre d'élèves ne devraient pas être effrayés par la rentrée scolaire 2006. Un résultat entre

55 et 59% obtenu par un ou une élève n'ayant pas travaillé, n'ayant pas fait d'efforts remarquables, ne devrait en aucun moment passer par le comité de révision de note. Il va de soi qu'un étudiant qui ne remet pas ses travaux à temps, qui ne complète pas ses textes, bref qui ne fournit pas les efforts nécessaires ne devrait en aucun temps bénéficier de cette opportunité.

Par contre, je crois que dans le cas d'un élève ayant été présent à tous ses cours, ayant donné sa pleine capacité lors des évaluations et de l'étude, la note 57 remplacée par 60 ne constitue pas la preuve d'une faillite de la pédagogie contemporaine. Au contraire, il s'agit là d'un renforcement positif, d'une «récompense» à l'égard de celui ou celle

qui a su rester positif et travaillant tout au long de sa session. Voilà pourquoi dans mon établissement collégial, il existe une politique dans tous les départements nommée «intervalle de confiance». Cette dernière repose sur la décision du professeur ou du comité.

Pour conclure, je conçois que, dans un contexte de révision de note, il est important de ne pas généraliser et de ne pas porter de jugement. Ce dossier délicat est une question de «cas par cas». Voilà pourquoi l'étudiant ou l'étudiante déterminé(e), travaillant(e) et assidu(e) ne devrait pas avoir peur, jusqu'à un certain point, de la rentrée 2006.

*Anne Dolbec, étudiante au Collège F.-X. Garneau
Québec (Sainte-Foy)*

Vie étudiante : Le crédit – Travail des étudiants étrangers

LA PRESSE : TRAVAIL HORS CAMPUS : Les étudiants étrangers ont rapidement leur permis - Le mardi 22 août 2006

[Marie Allard](#)

Bonne nouvelle : les étudiants étrangers obtiennent rapidement le nouveau permis de travail hors campus.

Deux ou trois semaines après l'avoir demandé, l'affaire est généralement réglée. Si Lona Ramadan, le Tchadien de 25 ans rencontré par *La Presse* la semaine dernière, est resté sans réponse pendant trois mois, c'est parce que son dossier était particulier.

«Je suis étudiant libre, ce qui fait que ça a traîné», dit M. Ramadan, qui suit des cours d'économie à l'UQAM. Il espère pouvoir devenir étudiant régulier et obtenir le précieux permis sous peu. «Son dossier n'était pas conventionnel», confirme France Turbide, directrice de l'accueil et du soutien aux projets étudiants de l'UQAM.

Cinq mille permis en quatre mois

Depuis le lancement du programme le 27 avril, plus de 5000 permis ont été accordés par Citoyenneté et Immigration Canada, dont

1000 au Québec. «Ça roule, confirme Isabelle Lacelle, coordonnatrice du Bureau des étudiants étrangers de Concordia, par où 700 demandes ont transité. Pendant l'été, c'est plus relax, mais on s'attend à vivre un gros automne.»

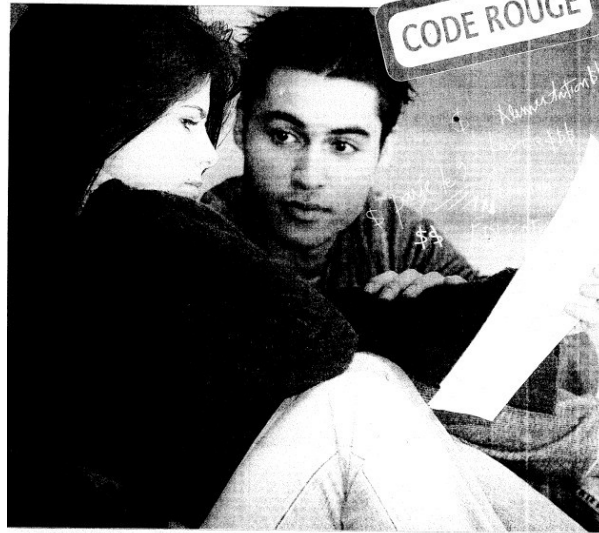
Même son de cloche à l'Université de Montréal, où 100 étudiants ont présenté une demande de permis. «Il n'y a pas eu beaucoup de retard», dit Caroline Reid, directrice de l'accueil et de l'intégration de l'UdeM.

Des séances d'information sur ce nouveau permis sont prévues tout l'automne dans les universités. Il permet de travailler à temps plein pendant les vacances et 20 heures par semaine pendant la classe.

Pour y avoir droit, les étrangers doivent être inscrits à temps plein depuis six mois dans un cégep ou une université québécoises. Leurs résultats scolaires doivent être satisfaisants et ils doivent payer des frais de 150.

FINANCES PERSONNELLES

Les étudiants et le crédit



BEAUCOUP D'ÉTUDIANTS DE NIVEAU UNIVERSITAIRE VIVENT AU-DESSUS DE LEURS MOYENS ET SE RETROUVENT DANS UNE SITUATION DE SURENDETTEMENT, DÉPLORENT DES CONSULTANTS EN PLANIFICATION BUDGÉTAIRE. → 25

LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Simulateur de budget étudiant en ligne – Lundi 21 août 2006

Simulateurs de budget étudiant en ligne

Desjardins :
www.desjardins.com/fr/particuliers/clienteles/generation_1824/conseils/budget/

Bureau du surintendant des faillites Canada :
strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inbsf-osb.nsf/fr/h_bro1493f.html

LE SOLEIL : Finances personnelles : Les étudiants et le crédit : Vivre avec 12000\$ par année – Lundi 21 août 2006

Vivre avec 12 000 \$ par année

Il habite chez ses parents, en résidence, en appartement, il est jeune parent, il effectue un retour à l'école, il possède une voiture, un vélo, etc. De nos jours, dégager un budget étudiant typique est presque impossible, étant donné la diversité des scénarios de vie. Le Groupe de recherche et d'animation en planification budgétaire (GRAPE) a toutefois élaboré un modèle, qui fonctionne selon le pourcentage du budget mensuel net. *Le Soleil* a fait l'exercice avec un montant annuel de 12 000 \$.

Source : Groupe de recherche et d'animation en planification budgétaire

| | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|
| <p>HABITATION</p> <p>379 \$ par mois</p> <p>(Loyer, téléphone, câble, Internet, électricité, chauffage, assurances et entretien)</p> | <p>ALIMENTATION</p> <p>196 \$ par mois</p> <p>(Épicerie, dépanneur, cafétéria, restaurants)</p> | <p>TRANSPORT</p> <p>160 \$ par mois</p> <p>(Automobile, transport en commun, covoiturage, taxis, essence, permis, immatriculations, stationnement)</p> | <p>SANTÉ ET HYGIÈNE</p> <p>52 \$ par mois</p> <p>(Dentiste, optométriste, médicaments, psychologues, coiffure, esthétique)</p> | <p>LOISIRS ET ÉDUCATION</p> <p>83 \$ par mois</p> <p>(Activités, abonnement de journaux, cinéma, vacances familiales, frais de scolarité, matériel scolaire)</p> | <p>VÊTEMENTS</p> <p>85 \$ par mois</p> <hr/> <p>AUTRES</p> <p>42 \$ par mois</p> <p>(Assurances-vie, gardiennage, frais de vétérinaire, tabac, alcool, etc.)</p> |
|--|---|--|--|--|--|

Marie-Hélène
Ciguère

mhgiguere@lesoleil.com



Des consultants d'organismes comme l'Association des caisses d'économie familiale (ACEF) ou le Groupe de recherche et d'animation en planification économique (GRAPE) ont remarqué, depuis quelques années, une tendance à la surconsommation chez les étudiants.

«Malgré une situation souvent précaire, ils possèdent des aspirations matérielles très élevées», remarque Nadia Choquette-Bernier, consultante au GRAPE. Selon elle, les jeunes en transition vers l'autonomie ont beaucoup de difficulté à accepter que leur niveau de vie ne corresponde plus à celui dont ils jouissaient chez leurs parents.

Il faut dire que les besoins ont évolué, et que ce qui était considéré comme secondaire il y a 10 ans est maintenant devenu quasi indispensable, aux yeux de plusieurs. «Je ne connais pas beaucoup de jeunes qui accepteraient de vivre sans le câble et d'avoir accès à seulement trois canaux enneigés», poursuit Simone Bilodeau, conseillère à l'ACEF de Lévis. Le problème, c'est que la zone de confort minimal de plusieurs universitaires exige aussi un branchement Internet haute vitesse à domicile, un téléphone cellulaire, etc. «Il ne faut pas oublier que pendant ce temps-là, le prix des loyers augmente, tout comme l'électricité et le prix de l'essence», ajoute M^{me} Bilodeau.

DISCIPLINE

Les habiletés de gestion des jeunes étudiants sont également trop souvent déficientes, a souligné M^{me} Choquette-Bernier. «Par inexpérience, ils établissent un budget irréaliste, qui ne tient pas réellement compte de toutes leurs dépenses», ajoute-t-elle. Même son de cloche du côté de l'ACEF. «C'est très facile de sous-estimer, par exemple, le montant

mensuel que l'on accorde aux loisirs», indique M^{me} Bilodeau.

La meilleure chose à faire pour ces jeunes, selon les expertes, est de coucher leur budget sur papier, plutôt que de le calculer mentalement. Et attention, il faut répéter l'exercice chaque mois, car les dépenses varient en fonction de la période de l'année (vacances, saison de l'impôt, etc.).

Un bon truc est de se fixer un objectif: voyage, morceau de vêtement dispendieux, etc. «L'argent, c'est aussi une question de discipline et d'attitude», souligne M^{me} Choquette-Bernier. Les jeunes dépensent souvent jusqu'à ce que

La zone de confort minimal de plusieurs universitaires exige aussi un branchement Internet haute vitesse, un téléphone cellulaire, etc.

leur compte bancaire soit vide, et se tournent ensuite vers, le crédit!

LA CAGE DORÉE

Des jeunes commencent à s'endetter dès le niveau collégial. «Les campagnes de publicité des compagnies de crédit sont très agressives. Elles s'installent parfois directement sur les campus pour faire de la sollicitation», déplore Simone Bilodeau, de l'ACEF de Lévis. «Le problème, c'est que le crédit encourage l'achat par impulsion. Malheureusement, de nombreux jeunes perçoivent le crédit comme un revenu plutôt qu'une dépense. Leur pouvoir d'achat diminue ainsi de mois en mois», explique Nadia Choquette-Bernier, du GRAPE.

CHANGEMENT DE VALEUR

Pour M^{me} Choquette-Bernier, ce phénomène d'endettement précoce serait aussi attribuable à un changement de valeur. «J'ai l'impression qu'avant, les gens se dépêchaient d'étudier, de se trouver un emploi et de s'acheter une maison. De nos jours, on étudie plus longtemps et les loisirs occupent une place prioritaire. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas envie d'attendre, ils veulent profiter de la vie tout de suite», commente-t-elle.

AU SECOURS!

Chez Desjardins, on affirme que les jeunes qui bénéficient de cartes ou de marges de crédit sont bien encadrés. «Nous étudions minutieusement leur situation et refaisons avec eux leur budget chaque année», assure Alain Tardif, chef de produit et du crédit à la consommation. Selon lui, le danger se situe plutôt dans la multiplication des offres de crédit. «Les étudiants doivent être vigilants. Dès qu'on entre dans un magasin à grande surface, on nous offre toutes sortes de cartes de crédit», fait-il remarquer.

Au Bureau des bourses et de l'aide financière de l'Université Laval, un service d'aide est également offert aux étudiants. «Nous pouvons référer ceux qui souhaitent à des experts qui les aideront gratuitement à reprendre le contrôle de leurs finances», affirme Claire Letendre, coordonnatrice aux bourses des deuxième et troisième cycles.

À savoir

LES ÉTUDIANTS CANADIENS ET LES DETTES

45 %

La proportion de diplômés de premier cycle universitaire ayant contracté un prêt étudiant avec le gouvernement

19 500 \$

La moyenne de la dette étudiante envers le gouvernement à la fin des études

24 %

La proportion de diplômés qui rapportent des difficultés à rembourser leur dette

LA PRESSE : Du travail pour les étudiants étrangers - Le mercredi 16 août 2006

[Marie Allard](#)

Plus de 1000 étudiants étrangers ont pour la première fois la chance d'avoir un travail d'été au Québec. Jusqu'à maintenant, 1143 nouveaux permis de travail hors campus ont été accordés par Citoyenneté et Immigration Canada, a appris La Presse. Le délai de traitement des demandes -jusqu'à trois mois- en force toutefois plusieurs à ronger leur frein.

Annoncé dès novembre, le programme de travail n'a finalement été lancé que le 27 avril, ce qui explique son faible succès. Alors que le Canada compte plus de 150 000 étudiants internationaux, seuls 5203 permis ont été délivrés (dont les 1143 du Québec) en date du 11 août.

«Ce nouveau permis est une excellente nouvelle pour les étudiants étrangers, mais je ne pense pas que plusieurs ont pu se trouver un job, puisque c'est arrivé trop tard», dit Aaron Donny-Clark, président de l'Association étudiante de McGill.

Lona Ramadan, Tchadien de 25 ans, attend toujours son permis, «demandé il y a trois mois», dit-il. «Je pense l'avoir d'ici la fin du mois et je ferai n'importe quoi comme travail, indique l'étudiant en économie à l'UQAM. Il est bien de tenir compte de nous, qui sommes les fruits du système d'éducation d'ici. Ça nous encourage à rester pour mettre notre savoir au profit de la société.»

Si la mise en place du programme a tardé, «c'est vraiment dû au changement de gouvernement, a dit Stéphane Malépart, conseiller en communication à Citoyenneté et Immigration Canada. Ça a retardé un petit peu à cause de ça.» Ottawa n'avait, par ailleurs, pas fait de prévision quant au nombre de permis qui seraient accordés cet été.

Boom prévu à la rentrée

Un gros boom de demandes est attendu en septembre, puisque le nouveau programme permet de travailler un maximum de 20 heures par semaine durant l'année scolaire. «Dans toutes les

universités, on s'inquiète beaucoup pour la rentrée, dit Jacqueline Lemay, responsable des activités étudiantes internationales de HEC Montréal. Ça va être une bombe.» Environ 1300 étrangers sont inscrits aux HEC, mais seules 80 demandes ont été traitées cet été.

«Les étudiants vont vouloir gagner des sous, même s'ils doivent faire la preuve qu'ils ont des fonds suffisants pour venir ici, explique Mme Lemay. Et ils voudront surtout acquérir une expérience de travail canadienne. Leurs atouts -dont la maîtrise de langues étrangères- vont leur permettre de combler un besoin sur le marché du travail», estime-t-elle.

Ces deux dernières années, un projet pilote a permis à 160 étrangers étudiant à l'extérieur de Montréal et Québec de bosser hors campus. Houssan Akremi, Tunisien de 23 ans, étudiant en génie électrique à l'Université du Québec à Trois-Rivières, est l'un d'eux. Il a pu faire du travail journalier à Shawinigan l'été dernier, une expérience qu'il a appréciée. Cet été, il a décroché un stage dans son domaine, ce qui est encore mieux.

«Même avec un diplôme d'ingénieur obtenu ici et un bon dossier scolaire, sans expérience de travail, ce serait difficile d'être embauché», fait-il valoir. Or, le jeune homme espère s'installer à Trois-Rivières une fois sa formation terminée. «Après quatre ans, c'est ici ma maison, dit-il. Si je trouve un travail, je reste ici.»

Seul un étudiant étranger sur trois reste à Montréal après ses études, selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Monte Solberg, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, a lancé le nouveau programme pour que cela change. «Avec de l'expérience sur le marché du travail canadien, les étudiants étrangers seront en mesure de s'intégrer plus rapidement à la population active, a-t-il dit lors du lancement. Cette initiative contribuera à combler le manque de main-d'oeuvre qualifiée au Canada.»